



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 06/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AUCHAN

route de Joué les Tours
ZAC de la Vrillonnerie
37170 Chambray-Lès-Tours

Références : 2025-741
Code AIOT : 0010010068

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement AUCHAN implanté route de Joué les Tours ZAC de la Vrillonnerie 37170 Chambray-lès-Tours. L'inspection a été annoncée le 19/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUCHAN
- route de Joué les Tours ZAC de la Vrillonnerie 37170 Chambray-lès-Tours
- Code AIOT : 0010010068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La station-service a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juillet 2002 (n°17307), réglementant également l'exploitation du centre commercial. Les rubriques suivantes sont visées dans l'arrêté préfectoral pour la station-service :

- rubrique 1414 pour l'installation de distribution de liquides inflammables : capacité de 24 m3/ (soumis à autorisation) ;
- rubrique 1414 pour l'installation de distribution de gaz inflammables liquéfiés (soumis à déclaration) ;
- rubrique 1432 pour le stockage en réservoir de liquides inflammables de 2ème catégorie : capacité équivalente de 28 m3 (soumis à déclaration).

L'arrêté préfectoral visait également un stockage en réservoir de gaz inflammables liquéfiés (stockage non classé de 3,2 tonnes).

Par courrier du 5 mars 2011, suite à la modification de la nomenclature des installations classées, l'exploitant a sollicité le bénéfice d'antériorité pour la rubrique 1435 ("Stations-service"), celle-ci ayant été acté par la préfecture le 22 novembre 2011 (la station-service relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1435, l'arrêté préfectoral d'autorisation sus-visé continuant à lui être applicable et les prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 lui étant également applicables).

Par courrier du 23 avril 2014, la société AUCHAN CARBURANT a notifié la reprise de l'exploitation de la station-service uniquement (le centre commercial restant exploité par la société AUCHAN CHAMBRAY).

Par courrier, réceptionné le 6 juillet 2015 par la préfecture d'Indre-et-Loire, l'exploitant a sollicité le bénéfice d'antériorité pour les rubriques 4718 et 4734, la station-service étant classée pour les rubriques suivantes :

- Rubrique 4718 pour un stockage de gaz inflammables liquéfiés de 8,3 tonnes (DC) ;
- Rubrique 4734 pour un stockage d'essence de 105 tonnes (DC) ;
- Rubrique 1414 pour une installation de distribution de gaz liquéfié (DC) ;
- Rubrique 1435 pour une station-service avec un volume annuel distribué de 13 660 m² (DC).

Par courriel du 2 octobre 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection une copie de la déclaration de bénéfice des droits acquis en date du 9 avril 2018, (transmis à la Préfecture d'Indre-et-Loire), faisant suite à la modification de la rubrique 4718 par décret du 21 novembre 2017, la station-service n'étant plus classée au titre de cette rubrique (quantités stockées inférieures au seuil DC).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 4
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Rubrique 4734	Code de l'environnement du 01/09/2025, article R.512-47-I	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	(stockage de produits pétroliers)			
7	Contrôle périodique rubrique 1435 – Suivi des NCM	Code de l'environnement du 01/09/2025, article R.512-59	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	[NCM identifiée dans le CP] Plans	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	[NCM identifiée dans le CP] Dispositif de coupure générale	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.7	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	[NCM identifiée dans le CP] Suivi des points bas	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.10.2	Demande d'action corrective	2 mois
11	Contrôle périodique rubrique 1414 – Réalisation	Code de l'environnement du 01/09/2025, article R.512-57-I	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
13	Protection des appareils de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.12	Demande d'action corrective	60 jours
15	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.6	Demande d'action corrective	60 jours
19	Consignes de sécurité pour les tiers	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration de changement d'exploitant	Code de l'environnement du 01/09/2025, article R.512-68	Sans objet
2	Rubrique 1435 (station-service)	Code de l'environnement du 01/09/2025, article R.512-47-I	Sans objet
4	Rubrique 1414 (distribution de gaz)	Code de l'environnement du 01/09/2025, article R.512-47-I	Sans objet
5	Rubrique 4718 (stockage de gaz)	Code de l'environnement du 01/09/2025, article R.512-47-I	Sans objet
6	Contrôle périodique rubrique 1435 – Réalisation	Code de l'environnement du 01/09/2025, article R.512-57-I	Sans objet
12	Distance des stockages de gaz	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.1.C	Sans objet
14	Propreté	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.4	Sans objet
16	Présence d'alarmes	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	Sans objet
17	Extinction incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	Sans objet
18	Produits absorbant	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	Sans objet
20	Etat des flexibles	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.9.3	Sans objet
21	Arrêt d'urgence	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.9.4	Sans objet
22	Système de récupération de vapeur	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de la visite d'inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration de changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/09/2025, article R.512-68
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juillet 2002 (n°17037), relatif à la poursuite de l'exploitation d'un hypermarché et d'une station-service a été délivré à la société AUCHAN. Par courrier du 23 avril 2014, il a été notifié à la Préfecture d'Indre-et-Loire que l'exploitation de la station-service a été reprise par la société AUCHAN CARBURANT.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été confirmé que AUCHAN CARBURANT est toujours l'exploitant actuel de la station-service.</p> <p>Il est à noter que la déclaration de l'exploitant du 23 avril 2014 n'a pas fait l'objet de donner acte préfectoral. La situation administrative de la station-service sera traitée en parallèle de l'inspection.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Rubrique 1435 (station-service)

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/09/2025, article R.512-47-I</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Déclaration</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.</p> <p><u>Rubrique 1435</u></p> <p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieur à 20 000 m³ (E) 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³ (DC)
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les volumes annuels distribués relevant de la rubrique 1435 pour les années 2023 et 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2023 : 11 513,50 m³ (dont 3 616,7 m³ d'E10 ; 6 588,8 m³ de gazole ; 459,8 m³ de GPL et 848,1 m³ de SP98) ; • 2024 : 12 766,8 m³ (dont 4 193,9 m³ d'E10 ; 7 075,8 m³ de gazole ; 436,2 m³ de GPL et 1 060,9 m³ de SP98). <p>Ce volume est supérieur au seuil de déclaration, le site relève donc de la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Il est inférieur au</p>

seuil d'enregistrement (20 000 m3). Cela est cohérent avec le courrier de 2015 de l'exploitant de demande d'antériorité.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rubrique 4734 (stockage de produits pétroliers)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/09/2025, article R.512-47-I

Thème(s) : Situation administrative, Déclaration

Prescription contrôlée :

I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.

Rubrique 4734 :Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :

1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :

a) Supérieure ou égale à 2 500 t (A-2)

b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t (E)

c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (DC) [...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a détaillé les capacités de stockage enterrées présentes sur le site :

- 10m3 pour le SP98 soit environ 7,5 tonnes ;
- 40m3 pour le SP95-E10 soit environ 30,2 tonnes ;
- 30 m3 et 60m3 pour le gazole soit environ 76,05 tonnes.

La quantité totale susceptible d'être présente sur site est donc d'environ 113,75 tonnes dont 37,7 tonnes d'essence. Cette quantité est inférieure au seuil de déclaration, le site ne relève donc pas de la rubrique 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cela n'est pas cohérent avec le courrier de demande d'antériorité de 2015 de l'exploitant où un stockage de 105 tonnes d'essence avait été notifié.

Il est à noter que la société ICC, dans le cadre du contrôle périodique pour la rubrique 1435 (cf. constat n°5), a notifié que l'installation n'est pas soumise à déclaration pour la rubrique 4734.

Une mise à jour de la situation administrative est attendue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Rubrique 1414 (distribution de gaz)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/09/2025, article R.512-47-I
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration
Prescription contrôlée : I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée. <u>Rubrique 1414</u> Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés [...] 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes) (DC) [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la station-service distribue du GPL, elle relève donc de la rubrique 1414-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cela est cohérent avec le courrier de demande d'antériorité de 2015 de l'exploitant. <u>Pas d'écart constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rubrique 4718 (stockage de gaz)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/09/2025, article R.512-47-I
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration
Prescription contrôlée : I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée. <u>Rubrique 4718 :</u> Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables

a. Supérieure ou égale à 35 t (A-1) b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t (DC) 2. Pour les autres installations a. supérieure ou égale à 50 t (A-1) b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t (DC)
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'un stockage de bouteilles de gaz en casiers. L'exploitant n'a pas été en capacité d'indiquer la quantité totale susceptible d'être présente mais un décompte du nombre de casiers a été réalisé au cours de la visite : une capacité de stockage de 120 bouteilles a été relevée. Le plus gros format des bouteilles de gaz stockées étant 13 kg (donnée fournie par l'exploitant), la quantité susceptible d'être stockée est d'environ 1,6 tonnes. Cette quantité est inférieure au seuil de déclaration pour le premier alinéa de la rubrique, le site ne relève donc pas de la rubrique 4718.1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cela est cohérent avec le courrier de demande d'antériorité de 2018 de l'exploitant. Lors de la visite d'inspection, la présence d'une cuve de GPL a été constatée. Une capacité de 11 750 litres a été relevée par l'exploitant sur l'étiquette de la cuve. Le taux de remplissage étant imposé à 85% (cf. article 4.10 de l'arrêté du 23 août 2025), la capacité susceptible d'être présente est d'environ 10 000 litres, soit environ 5,1 tonnes (au vu de la masse volumique du propane liquide). Cette quantité est inférieure au seuil de déclaration pour le deuxième alinéa de la rubrique, le site ne relève donc pas de la rubrique 4718.2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cela est cohérent avec le courrier de demande d'antériorité de 2018 de l'exploitant. <p>Il est à noter que la demande d'antériorité de 2018 ne semble pas avoir fait l'objet de donner acte préfectoral. La situation administrative de la station-service sera traitée en parallèle de l'inspection.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle périodique rubrique 1435 – Réalisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/09/2025, article R.512-57-I
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de " management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation " ou " EA ").</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant disposait d'une facture (n°08275) relative à la réalisation d'un contrôle périodique pour la rubrique 1435 mais n'a pas retrouvé le rapport correspondant. Après sollicitation de la société ayant effectué le contrôle périodique (SARL ICC), l'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection le rapport de contrôle des installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 1435 (n°CVT-2024-123) du 21 juillet 2024.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Contrôle périodique rubrique 1435 – Suivi des NCM

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/09/2025, article R.512-59</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque le rapport de visite mentionné à l'article R. 512-59 fait apparaître des non-conformités majeures telles que définies à l'article R. 512-58, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport de visite un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier.</p> <p>Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les prescriptions dont la méconnaissance a entraîné des non-conformités majeures.</p> <p>Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant. L'organisme agréé adresse à l'exploitant un rapport complémentaire à son rapport de visite initial dans un délai d'un mois après la visite.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de contrôle périodique réalisé par la SARL ICC le 18 juillet 2024 pour la rubrique 1435 fait apparaître 3 non-conformités majeures et 6 autres non-conformités.</p> <p>La date limite pour remettre l'échéancier de mise en conformité à la SARL ICC était le 21 octobre 2024.</p> <p>La date limite pour effectuer le contrôle complémentaire par la SARL ICC était le 21 juillet 2025.</p> <p>L'exploitant n'a pas justifié de la réalisation d'action correctives ni du contrôle complémentaire nécessaire à la levée des non-conformités majeures.</p> <p><u>Les trois non-conformités majeures mises en évidence le 18 juillet 2024 n'ont pas fait l'objet d'actions correctives ni d'un contrôle complémentaire.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : [NCM identifiée dans le CP] Plans

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.4

Thème(s) : Situation administrative, Dossier installation classée

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :
[...] - les plans tenus à jour, c'est-à-dire le plan général d'implantation et le plan des tuyauteries.
Pour les installations existantes, le plan des tuyauteries concerne les tuyauteries mises en place après le 3 avril 2003 ;

Constats :

Le rapport de contrôle périodique réalisé par la SARL ICC le 18 juillet 2024 avait identifié une non-conformité relative à la non-tenue à jour des plans de la station-service (le plan de 2015 n'indiquant pas l'implantation des tuyauteries pour le nouveau réservoir).
L'exploitant n'a pas transmis d'élément justificatif permettant de constater la levée de cette non-conformité majeure.

Le plan de l'installation n'est pas tenu à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : [NCM identifiée dans le CP] Dispositif de coupure générale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.7

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an. [...] Lorsque l'installation est exploitée en libre-service sans surveillance, le dispositif de coupure générale ci-dessus prescrit est manœuvrable à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie.

Constats :

Le rapport de contrôle périodique réalisé par la SARL ICC le 18 juillet 2024 avait identifié une non-conformité relative à l'absence de dispositif de coupure générale manœuvrable à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie.

Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté la présence d'un dispositif de coupure générale à proximité d'une des deux commandes manuelles du système d'extinction automatique.
<u>Aucun dispositif de coupure générale est manœuvrable à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : [NCM identifiée dans le CP] Suivi des points bas

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs enterrés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs enterrés et les tuyauteries enterrées associées, même non classés, respectent les prescriptions édictées dans l'arrêté du 18 avril 2008 susvisé.</p> <p><i>Article 14 de l'arrêté du 18 avril 2008</i></p> <p><i>[...] Un point bas (boîtier de dérivation, réceptacle au niveau du trou d'homme du réservoir) permet de recueillir tout écoulement de produit en cas de fuite de la tuyauterie. Ce point bas est pourvu d'un regard permettant de vérifier l'absence de produit ou de vapeur et est éloigné de tout feu nu. Un contrôle de l'absence de liquide est réalisé hebdomadairement au point bas précité. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de contrôle périodique réalisé par la SARL ICC le 18 juillet 2024 avait identifié une non-conformité relative à la non présentation du fichier de suivi régulier des points bas pour le réservoir installé en 2015.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis d'élément justificatif permettant de constater la levée de cette non-conformité majeure.</p> <p><u>Le suivi formalisé des points bas pour le réservoir installé en 2015 ne peut être certifié (absence de présentation du fichier de suivi).</u></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Contrôle périodique rubrique 1414 – Réalisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/09/2025, article R.512-57-I
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de " management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation " ou " EA ").</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant ne disposait pas d'éléments permettant de justifier de la réalisation d'un contrôle périodique pour la rubrique 1414 (pas de rapport, pas de facture). L'article 1.1.2 de l'arrêté ministériel du 30 août 2010 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 stipule que ce sont les installations déclarées après le 1er octobre 1998 au titre de la rubrique 1414-3 qui sont soumises aux contrôles périodiques.</p> <p>Il est à noter qu'un arrêté préfectoral complémentaire avait été pris le 6 mai 1985 (n°12260) afin d'acter la demande d'exploitation d'une station de gaz de pétrole liquéfiés.</p> <p>Au vu de l'arrêté du 6 mai 1985, l'installation de distribution de GPL pourrait ne pas être soumise à contrôle périodique selon l'article 1.1.2 de l'arrêté ministériel du 30 août 2010, à condition que celle-ci n'ait pas été remplacée par une nouvelle installation depuis.</p> <p><u>La date de mise en service de l'installation de distribution de GPL actuelle est à confirmer.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 12 : Distance des stockages de gaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.1.C</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages de bouteilles de gaz combustibles liquéfiés respectent les conditions minimales d'éloignement suivantes des parois des appareils de distribution :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6 mètres, si la capacité du dépôt de bouteilles est au plus de 15 000 kilogrammes ; - 7,5 mètres pour une capacité de dépôt supérieure à 15 000 kilogrammes.
<p>Constats :</p> <p>Les bouteilles de gaz stockées sont à plus de six mètres des appareils de distribution de la station-service.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Protection des appareils de distribution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.12
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils de distribution
Prescription contrôlée : [...] Les appareils de distribution sont ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les appareils de distribution sont protégés des heurts de véhicules via des îlots placés devant et derrière. Cependant, aucune protection n'est présente sur les latéraux des appareils de distribution. Il est indiqué à l'exploitant que les îlots sont définis à l'article 1.8 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 et qu'ils correspondent à un ouvrage permettant l'implantation des appareils de distribution par rapport au niveau de l'aire de roulage des véhicules. <u>Les appareils de distribution ne sont pas protégés latéralement contre les heurts de véhicules.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Prescription contrôlée : L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté. [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté le bon état de propreté du site. L'exploitant a indiqué qu'un nettoyage de la station est fait 2 fois par semaine (notamment en cas d'utilisation d'absorbants).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.6

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, le rapport (n°10464436/52.5.1.P) de vérification des installations électriques a été consulté.

Les dernières vérifications ont été réalisées le 21 février 2025 et le 22 mars 2024 : la fréquence de vérification annuelle est respectée.

Quatre non-conformités ont été identifiées lors de la vérification du 21 février 2025 (dont deux récurrentes) :

- Remettre en état l'éclairage proche de la pompe 3 (1^{er} signalement le 15/03/2023) ;
- Pied du coffret électrique/sous le bureau : fixer le coffret au sol, fixer et isoler dans une boîte de raccordement les câbles inutilisés ou les supprimer (1^{er} signalement : 15/03/2018) ;
- Identifier le départ C10 non repéré
- Intervention complémentaire à réaliser permettant la mise hors tension totale de l'installation électrique afin de finaliser la vérification par la réalisation des essais et des mesures nécessaires pour évaluer la sécurité des personnes.

Le certificat Q18 correspondant a été consulté. Celui-ci conclut sur le fait que l'installation électrique de la station-service ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant a indiqué qu'un prestataire externe allait intervenir pour lever les non-conformités. Concernant l'intervention complémentaire (pour la mise hors tension totale), l'exploitant a précisé que celle-ci devrait être effectuée en dehors des horaires d'ouverture.

Le bon état des installations électriques de la station-service ne peut pas être certifié (nécessité d'une intervention complémentaire, actions correctives à mettre en place).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 16 : Présence d'alarmes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit : [...] <ul style="list-style-type: none"> - d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ; - sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ;
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'en cas de déclenchement du bouton d'arrêt d'urgence, une alarme sonore et visuelle est reportée sur le PC sécurité (lors des périodes d'ouverture du magasin et lorsqu'il n'y a personne en guérite). En dehors des horaires, la station-service est sous télé-protection (service spécifique d'AUCHAN basé à Lille) qui prévient l'astreinte de sécurité de nuit. <u>Pas d'écart constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit : [...] <ul style="list-style-type: none"> - pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B. Pour l'aviation, l'extincteur est conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1980 susvisé ; [...] - pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ; - pour le stockage des marchandises et le sous-sol, d'un extincteur homologué 21 A-144 B 1 ou un extincteur homologué 21 A-233 B et C ; - pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ; [...] Pour les installations de distribution, les moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans les paragraphes précédents pourront être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente. Ce type de dispositifs est obligatoire pour les

installations fonctionnant en libre-service sans surveillance et pour les installations implantées sous immeuble habité ou occupé par des tiers. Cette disposition est obligatoire à compter du 30 juin 2010 pour les installations existantes. Une commande de mise en oeuvre manuelle d'accès facile double le dispositif de déclenchement automatique de défense fixe contre l'incendie. Cette commande est installée en dehors de l'aire de distribution en un endroit accessible au préposé éventuel à l'exploitation ainsi qu'à tout autre personne. [...]
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'extincteurs au niveau de la station-service (au niveau des ilots de distribution, au niveau de la cuve de stockage de GPL ainsi qu'au niveau de la guérite). Par sondage, la vignette de l'extincteur située au niveau de l'ilot des pompes 9 et 10 a été vérifiée : une vérification au 06/2025 y a été consignée.</p> <p>La présence d'un système d'extinction automatique a été constatée. Deux commandes de mise en oeuvre manuelle sont présentes : une au niveau de la guérite et une autre en dehors de l'aire de distribution, au niveau de l'aire de dépotage. Ces commandes de mise en oeuvre manuelles ont fait l'objet d'une vérification en octobre 2025.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Produits absorbant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit : [...]</p> <p>- pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, deux réserves de produits absorbants ont été constatées : une à proximité de l'aire de dépotage et l'autre au milieu de la station-service.</p> <p>Ces deux réserves étaient pleines, protégées par un couvercle et disposaient d'un moyen de mise en oeuvre de l'absorbant.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Consignes de sécurité pour les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit : [...] - d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs hauts-parleurs ;
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de pictogrammes au niveau des appareils de distribution indiquant notamment l'interdiction d'utilisation du téléphone, l'obligation de stopper le moteur, l'interdiction de fumer ... Aucune consigne indiquant la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident n'a été constaté (par ex : en période nocturne, les interphones présents au niveau des appareils de distribution ne sont pas reliés à l'astreinte/télésurveillance, un interphone spécifique est présent au niveau de la guérite).
<u>Les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident ne sont pas portées à la connaissance des tiers.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 20 : Etat des flexibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Flexibles
Prescription contrôlée : [...]Un dispositif approprié empêche que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible est changé après toute dégradation.[...]
Constats : Lors de la visite d'inspection, par sondage, les pompes n°3 et n°10 ont été inspectées. Les flexibles

ne frottaient pas par terre. Un test pour le bon fonctionnement des enrouleurs des flexibles a été réalisé pour le flexible GO de la pompe n°3 et le flexible SP95-E10 de la pompe n°10 : il n'a pas été constaté de dysfonctionnement.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Arrêt d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.9.4

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité

Prescription contrôlée :

[...] Pour les cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance, l'installation de distribution est équipée :

- d'un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil permettant de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution ;
- d'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation. [...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'interphones au niveau des ilots de distribution ainsi que d'un interphone au niveau de la guérite.

Deux boutons d'arrêt d'urgence ont également été constatés au niveau de la station-service et de la guérite.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Système de récupération de vapeur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Récupération de vapeur

Prescription contrôlée :

A compter du 1er janvier 2012, un panneau ou autocollant indique la présence d'un système de récupération de vapeur sur chaque distributeur de carburant de catégorie B ou à proximité équipé d'un tel dispositif.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, par sondage, les pompes n°3 et n°10 ont été inspectées. Un autocollant indiquant la présence d'un système de récupération de vapeur était présent sur chacune d'entre elles.

<u>Pas d'écart constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite